



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

situation des hôpitaux et des EHPAD

Question au Gouvernement n° 528

Texte de la question

SITUATION DES HÔPITAUX ET DES EHPAD

M. le président. La parole est à M. François Ruffin, pour le groupe La France insoumise.

M. François Ruffin. Durant les vacances de Noël, la mère d'une amie, âgée de 90 ans, est tombée chez elle. Les pompiers l'ont conduite à l'hôpital d'Amiens, au service gériatrique. Dès son arrivée, les soignantes l'ont prévenue : « Nous ne sommes que trois pour trente patients. Nous n'aurons pas le temps de nous occuper de vous. » Cette promesse a été tenue. Si, durant son séjour, son plateau-repas lui fut servi, sans aide, l'assiette demeurait intacte devant elle. Le bassin pour ses besoins fut longuement oublié sous ses fesses. Lorsqu'elle eut soif, on estima qu'elle avait assez bu comme ça.

Un député du groupe REM . Quand finirez-vous les effets de théâtre ?

M. François Ruffin. Souvent, cette vieille femme pleurait. Mais elle n'était pas la seule : les soignantes, elles aussi, pleuraient. Au fil de la semaine, elles se confièrent à mon amie : « Cet après-midi, nous avons eu une réunion de service. On a dit à notre chef qu'on n'en pouvait plus, qu'on faisait mal notre travail, que les patients étaient mal soignés. Ils nous répondent "plan de retour à l'équilibre". On pleure et ils nous parlent budget ! » (*« Arrêtez ! » sur les bancs du groupe REM. - « Il a raison ! » sur les bancs du groupe FI.*)

Madame la ministre des solidarités et de la santé, c'est une scène ordinaire des hôpitaux et des EHPAD français. Partout, à Paris, à Bordeaux, à Marseille, à Strasbourg, les hôpitaux craquent. Les médecins s'alarment. Qu'avez-vous à leur offrir ? De la compassion, ça oui, vous en avez, et, je l'admets, cela vaut mieux que le mépris. Mais que prévoit, concrètement, votre budget de la Sécurité sociale ? Zéro création de poste et 1,6 milliard d'économies, alors que, rappelons-le, il faut toujours le rappeler, et nous comptons bien vous le rappeler durant cinq années, cet automne, vous avez trouvé 5 milliards en toute urgence. Mais c'était pour les riches, afin de supprimer leur impôt sur la fortune. (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR - Exclamations sur les bancs du groupe REM.*) Pour les pauvres, c'est toujours en millions, pour les riches, en milliards.

Alors, madame Buzyn, nous vous le demandons : délaissez un instant les belles paroles. Ne me répondez même pas – pas un mot, pas une phrase, je n'en serai pas outré. Faites simplement un geste : sortez le carnet de chèque pour les patients de ce pays. (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI, NG et GDR. - Exclamations sur les bancs des groupes REM et LR.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des solidarités et de la santé.

Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé. Monsieur le député, vous pointez une réalité

ancienne dans nos établissements de santé, que nous avons tous eu à connaître dans notre vie personnelle et familiale. C'est pourquoi j'ai, pour les personnes hospitalisées ou celles qui travaillent dans ces établissements, non seulement, comme vous l'avez souligné, de la compassion, mais également un profond respect, un profond respect pour ces fonctionnaires dévoués, qui sont totalement investis auprès des personnes malades ou âgées. *(Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM ainsi que sur de nombreux bancs des groupes LR et UDI-Agir.)*

Que leur apporter ? Je souhaiterais leur apporter une réponse de long terme. C'est pourquoi je réfléchis à une transformation de notre système de santé visant à le rendre pérenne et efficient. *(Applaudissements sur les bancs du groupe REM.)*

M. Pierre Cordier. On vous demande non plus de réfléchir mais d'agir !

Mme Agnès Buzyn, ministre. C'est le plan que je proposerai cette année visant, notamment, une transformation de la tarification de l'activité des hôpitaux, car nous savons que cette tarification conduit, aujourd'hui, à une recherche d'activité sans fin, alors que nous devrions travailler sur la valeur ajoutée des établissements et des personnels au contact des malades. Aujourd'hui la réflexion est globale et cohérente

M. Fabien Di Filippo. Elle est surtout inopérante.

Mme Agnès Buzyn, ministre. Elle vise à soutenir un système de santé qui est notre bien commun et auquel nous sommes tous attachés. C'est celui auquel vous avez fait référence, monsieur Ruffin : je pense que 100 % des députés ici présents sont capables de reconnaître le travail exceptionnel qui est réalisé par ces salariés et la nécessité de préserver un système de santé pérenne et solidaire. *(Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM. - Exclamations sur les bancs du groupe FI.)*

M. Fabien Di Filippo. Ils sont également capables de reconnaître votre mépris !

Données clés

Auteur : [M. François Ruffin](#)

Circonscription : Somme (1^{re} circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 528

Rubrique : Personnes âgées

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [31 janvier 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [31 janvier 2018](#)